



**Groupe de travail du 22 janvier 2009**

# **Examen Professionnel de B en A : la mascarade continue... sans la CGT !**

*Annoncé à grand renfort de publicité par notre Ministre dans le volet « dit social » de la fusion, l'examen professionnel de B en A était pour la troisième fois à l'ordre du jour d'un groupe de travail, ce mardi 27 janvier.*

Après de premiers échanges, la CGT a refusé de continuer à participer à ce groupe de travail factice, le cadre d'un réel dialogue social n'étant clairement pas rempli !

Au cours de la matinée, la CGT a :

- ✓ rappelé son opposition à un dispositif qui, tel que proposé par la direction générale dès sa création, n'a de professionnel que le nom bien loin de la conception de la CGT d'un véritable examen professionnel, adapté à la réalité des fonctions exercées et devant remplacer l'actuelle Liste d'aptitude ;
- ✓ listé l'ensemble des points qui posaient encore problème dans le projet de l'administration (nature des épreuves, préparation, formation, calendrier, volume des promotions, etc...) ;
- ✓ dénoncé les promesses non tenues par la direction générale en matière de transmission de documents préparatoires, ainsi que les manques persistants (mais manifestement volontaires) d'informations fournies aux représentants des personnels. En effet, par exemple, aucun élément précis n'est fourni sur les modalités d'affectation des futurs inspecteurs promus par cet examen et les règles de gestions applicables, alors que le premier groupe de travail s'est tenu en septembre 2008, que l'administration annonce la publication des notes de services et PBO pour janvier 2009 ! C'est inadmissible ! Comment s'inscrire à un examen (donc à sa préparation) sans en connaître les éléments essentiels !
- ✓ exigé une nouvelle réunion avec tous les éléments d'information avant toute publication de l'arrêté, du PBO et la note de service organisant l'examen professionnel.

L'Administration a refusé de s'engager sur cette exigence minimale de la CGT. Autrement dit, il s'agit bien d'éviter le débat avec les représentants des personnels sur le dispositif global de l'examen, d'avancer à marche forcée dans le cadre du calendrier fixé par le ministre sans tenir compte des réalités des services, de leur charge de travail et très concrètement des attentes des agents. L'administration a d'ores et déjà fait ses choix et ne souhaite nullement les voir remis en cause !

La CGT a donc refusé de continuer à participer à ce simulacre de dialogue social, dans la continuité de sa démarche réaffirmée le 22 janvier devant le directeur général, M. PARINI.

**Il faut que la DGFIP écoute les agents !**

**Etre en grève le 29 janvier prochain sera un moyen efficace d'augmenter la pression, d'être entendu et d'obtenir des améliorations concrètes de nos droits et garanties.**

*Montreuil, le jeudi 28 janvier 2009*

**NB :** La CGT communiquera rapidement l'ensemble de ses analyses sur les nouveaux éléments transmis par l'administration lors de la préparation du groupe.